

Publié dans la lettre quotidienne de Médiapart du 9 avril.

Migrations: cahiers de doléances

- 9 avr. 2018
- Par [YVES FAUCOUP](#)
- Blog : [Social en question](#)

Tandis que la discussion sur le projet de loi asile et immigration se poursuit avec des députés se prononçant contre l'interdiction de la rétention des enfants, partout en France des citoyens se mobilisent. A Toulouse, des Cahiers de doléances viennent d'être déposés en Préfecture, dans le Gers des collectifs se créent en soutien aux familles menacées d'expulsion

- **Samedi 7 avril à Toulouse [Ph. EGM Toulouse]**

Cahiers de doléances

Comme jadis, dans des temps où le peuple réclamait des droits fondamentaux, 24 organisations de Haute-Garonne ont dressé des Cahiers de doléances afin de les remettre au Préfet. Des collectifs et citoyens mobilisés à titre individuel s'associent à cette démarche. Il s'agit de défendre les droits des étrangers présents sur notre territoire et de veiller à ce que "*les valeurs républicaines continuent à vivre ici et ailleurs*".

Le document comprend 31 pages et est rédigé d'une façon étayée et documentée. Il démonte les arguments consistant à dire que les migrants viennent pour profiter de notre richesse, de notre protection sociale, qu'ils sont dangereux, que ce sont des hordes qui s'agglutinent en masse à nos frontières. Il rappelle que beaucoup sont là depuis des années, "*ayant construit des liens sociaux et familiaux*" : "*ils/elles ne repartiront pas car ils/elles ne le peuvent plus. Ils/elles sont bien trop inserré-e-s dans notre société*", vivant auprès de nous, parfois dans des conditions indignes pour survivre, mais "*espérant un avenir pour leurs enfants*". Et de rappeler au Préfet la devise républicaine.

Toulouse, 7 avril [Ph. EGM Toulouse)

"Nous n'avons pas eu besoin de chercher longtemps les mots que nous choisissons pour parler d'elles et d'eux. La seule réalité est la présence à côté de nous de femmes, d'hommes et d'enfants qui chaque jour ont peur, et, par voie de conséquence, ne peuvent construire sereinement leur avenir. Des hommes, des femmes et des enfants qui sont maltraité-e-s dans notre pays desdits « Droits de l'Homme », pourchassé-e-s, enfermé-e-s... uniquement parce qu'ils n'ont pas de papiers."

Le dossier décline plusieurs thèmes qu'il développe à chaque fois, travaillés par des groupes actifs de militants de terrain : Droit et Asile, Scolarisation, Formation et Travail, Santé, Rétention et Expulsion, Mineurs Isolés, Femmes et Violences, Conditions de vie.

Les auteurs de ces cahiers ne se contentent pas de critiquer ce qui est en place, la façon dont les migrants sont traités, mais font des propositions, déclinées tout au long des thèmes abordés.

• [Cahiers de doléances](#)

• Rappel : rapport de l'an dernier sur l'accueil des migrants en Préfecture : [Préfecture de Haute-Garonne : maltraitance envers les étrangers](#)

. Samedi 7 avril, les 24 organisations, qui ont appelé en Haute-Garonne aux États Généraux des Migrations, distribuaient des tracts partout dans Toulouse et alentours, avec un intérêt manifeste des passants. Puis, en début d'après-midi, une manifestation d'environ 500 personnes a eu lieu, avec prises de parole à Jean-Jaurès. Les manifestants se sont dirigés ensuite vers le monument aux morts, avec textes lus par des jeunes qui ont été éjectés du centre des mineurs isolés et qui sont regroupés dans un hôtel réquisitionné.

Le cahier de doléances a été remis en Préfecture. Le Préfet n'ayant pas accepté de recevoir une délégation samedi, c'est le poste de garde qui a reçu le cahier de doléances : la délégation est reçue ce lundi en fin d'après-midi.

. **les 24** : ACAT 31, Amnesty International, ATD quart monde Occitanie, la Case de Santé, CCFD - Terre Solidaire 31, le Cercle des Voisins de Cornebarrieu, la CGT31, la Cimade, Collectif Cugnaux Sans papier, Collectif étrangers malade 31, Collectif sans papiers Tournefeuille, la Confédération Syndicale des familles 31, le DAL 31, Emmaüs31, la FCPE, la F.S.U. 31, la LDH 31, Médecins du Monde, le Mouvement pour la Paix31, RESF31, le RETSER, le Secours Catholique – Caritas France, Union des Étudiants de Toulouse.

. En France, 470 grandes associations se sont unies en juin 2017 pour créer les États Généraux des Migrations, que le gouvernement refusait d'organiser. Et pour démonter et contester le projet de loi asile et immigration de Gérard Collomb. Grand rassemblement prévu à Paris les 26 et 27 mai prochain.

La Fraternité en marche

Toujours en Occitanie, samedi 7 avril après-midi, à l'initiative de 14 associations (qui ont le soutien des syndicats, du Planning et du Collectif anti-fachiste), une rencontre des collectifs d'aide aux migrants et des citoyens intéressés a eu lieu dans un village du Gers, à Touget, près de Mauvezin, au sein de la Ferme de la Culture. En plusieurs villes et villages du Gers, des associations se sont créées pour aider des demandeurs d'asile dans leurs démarches, pour les héberger, et parfois protéger des déboutés, désormais sans papiers, ayant souvent des enfants scolarisés.

Rencontre des collectifs gersois à la Ferme de la Culture (Gers), le 7 avril [Ph. YF]

Ainsi, une association de L'Isle-Jourdain vient en aide à 4 familles. Une association de Lecture a hébergé une famille kurde, et aujourd'hui deux familles albanaises (ce qui suppose soutien financier et alimentaire). Terre d'accueil à Masseube, créée par Accueil migrants 32, a organisé l'hébergement de deux familles. Sont organisés des baptêmes républicains (par des particuliers) ou parrainages républicains (par des collectivités). A Mauvezin, Solidarité Migrants Porte de Gascogne prend en charge deux familles, dont l'une avec le soutien de la mairie : une élue, lors de cette rencontre à Touget, expose l'engagement de sa collectivité. Par ailleurs, une élue départementale décrit l'implication du Département du Gers envers les mineurs non accompagnés (300 jeunes depuis septembre 2017, arrivant au rythme de 4 ou 5 par jour, avant leur répartition en France par une plateforme nationale).

Des participants réclament que les communes qui refusent tout acte de solidarité soient connues, que leurs noms soient révélés. Des réfugiés témoignent, ainsi qu'un enfant de 11 ans, qui parle albanais, allemand, et français très bien alors qu'il n'est ici que depuis un an et demi : il suit une scolarité normale, fait du foot, du théâtre et de la guitare. Sa joie de vivre illumine l'assemblée. Puis des enseignants racontent leur vécu et leur confrontation à des drames : des enfants menacés d'être expulsés, sous prétexte qu'ils viennent de pays "sûrs", où pourtant leur famille souffrait de persécutions. L'une explique : *"il était hors de question qu'on les laisse à la rue, alors on s'est mobilisé pour financer un logement"*.

Le parcours du demandeur d'asile et les modifications prévues par le projet de loi en cours sont exposés par Agnès Méric, pour le Réseau Éducation Sans Frontière (RESF) et Renée Courtade, pour Amnesty International. Tout est fait pour faciliter le renvoi, loi basée sur le soupçon, projet qui se croit "équilibré" parce qu'il oppose les "bons" migrants aux "mauvais" qu'on va renvoyer "chez eux".

Site de Parlem-Tv

Puis un court-métrage de ParlemTv, [*L'école accueille, elle n'expulse pas*](#), réalisé par Jean-Luc Galvan, présente une action à Nogaro. Enfin, un long métrage, *Entre-deux*, de Nicolas Straseele, non sorti en salle, est projeté (il circule seulement dans les festivals, visages non floutés). Ce documentaire montre comment des Français dans le nord de la France, à Bailleul, se mettent en quatre pour accueillir, héberger, alphabétiser... prenant le risque d'affronter des interdits, offrant qui une salle chauffée, qui un moyen de transport. Des soins doivent être prodigués par des généralistes bénévoles car certains migrants, après un long trajet d'exil semé d'embûches, sont épuisés, angoissés, dépressifs, victimes d'insomnies, gardant les traces de vilaines blessures non cicatrisées (que ce soit une mine en Afghanistan, un camion ayant renversé un exilé, ou un brûlé pour s'être caché dans un véhicule frigorifique). Les récits sont parfois effrayants comme ces 15 morts dans le désert de Lybie. Ces hommes et ces quelques femmes expriment leur reconnaissance devant cette assistance, espérant pouvoir un jour compter que sur eux-mêmes : *"nous apprenons ici l'entraide, les droits de l'homme, la démocratie, l'égalité"*. L'un, stigmatisant les *"chefs d'État corrompus"*, constate : *"nous sommes des victimes, mais aussi des combattants de la liberté"*.

Que ce soit les témoignages livrés dans le Gers ou les images des films, on éprouve une certaine émotion à voir cet engagement de citoyens qui font honneur à la République. Les uns parce que c'est comme ça : ses familles expulsées ou ces êtres humains dormant dans la rue, c'est tout simplement insupportable, les autres parce qu'ils pensent à leurs propres enfants et ne voudraient pas qu'ils puissent vivre dans de telles conditions. Imaginons un seul instant que personne n'ait réagi, ne soit monté au créneau de la solidarité ! Un jour, peut-être, on se souviendra que certains n'ont pas baissé la garde et que, face à un rejet grandissant des principes d'humanité, partout des hommes et des femmes se sont levés pour affirmer, au contraire, la nécessaire fraternité.

La soirée à Touget s'est terminée en festivité, avec chants et musique [Ph. YF]

. Voir sur ce blog, mon précédent billet qui décrit le parcours du demandeur d'asile avec l'impact de la future loi "*Pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif*" : [Loi pour compliquer l'asile et l'immigration](#).

Sale temps

Le Monde du 6 avril décrit la droite hongroise avec Victor Orban, le premier ministre, qui tient un discours identitaire, tandis que la télévision déverse une logorrhée d'informations angoissantes sur l'immigration. Donne à manger aux corbeaux, ils te crèveront les yeux : alors que Orban a bénéficié dans sa jeunesse d'une bourse du milliardaire juif américain George Soros pour étudier à Oxford, il attise la haine en accusant Soros de vouloir transformer la Hongrie en terre d'immigration. La Hongrie a accueilli exactement 1300 réfugiés en 2017 [0,013 % de la population], conformément à la demande de la Commission Européenne. Mais même ce chiffre dérisoire, Orban le tait pour ne pas avouer qu'il accepte le "diktat de Bruxelles" et l'"invasion musulmane". Sale temps sur l'Europe. [6 avril]

L'Europe au bord du gouffre

Le parti de la droite extrême de Victor Orban obtient 50 % des voix (plus que prévu) et le parti d'extrême droite Jobbik obtient 20 % des voix. Ainsi la droite de la droite, raciste ou xénophobe, obtient près de 70 % des voix. Compte tenu d'un taux de participation de 70 %, on peut dire que la moitié de la Hongrie vote pour des candidats qui font la joie du Front National et de toute l'extrême droite en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas. « *Le Monde* » cite un jeune hongrois qui relie Bataclan et immigration et loue Trump, Poutine et Orban. De bonnes âmes nous disent que finalement ce serait la naïveté des défenseurs des migrants qui serait fautive. Or la Hongrie n'a accueilli que 1300 réfugiés, chiffre dérisoire, qu'Orban cache pour laisser croire que son pays n'a pas accueilli un seul immigré. Non, la très grande faute, le crime, c'est d'un côté une médiatisation qui a le plus souvent joué sur les peurs alors même que des hommes, des femmes et des enfants avaient besoin que les Européens viennent à leur secours. Et bien sûr, les djihadistes qui voulaient cette extrême-droitisation de l'Europe. Ils sont en train de gagner leur pari avec la « complicité » de ces partis dont certains sont fascisant. Le but étant de créer le chaos en provoquant et attisant les haines entre communautés. Plus que jamais, les luttes pour la liberté, l'égalité et la **fraternité** s'imposent. [9 avril]

La déception des fachos

Quand un attentat se produit, il y a deux catégories d'individus : ceux qui rêvent que ce soit un musulman le coupable, afin de poursuivre leur amalgame, ceux qui espèrent que ce ne soit pas le cas, afin de ne pas donner du grain à moudre aux racistes et islamophobes. Comme il fallait s'y attendre, la fachosphère, malgré les démentis de la police allemande, s'est répandue sur le musulman qui aurait foncé sur la foule à Münster provoquant la mort de deux passants. Ainsi Résistance Républicaine (dont la devise est "*le fascisme islamiste ne passera pas*", sous-entendu sans doute : celui qui n'est pas islamiste passera), après avoir tout de même noté que la police excluait que ce soit une attaque terroriste, a commenté : "*alors, la faute à qui ?*", ajoutant "*nous sommes quelque peu las des excuses données aux assassins musulmans, attentat après attentat, par les journalistes et par les politiques*". A côté de ces nuques raides, il y a aussi des médias qui dérapent : *Ouest France* a écrit : "*Allemagne. Münster : ce que l'on sait sur Jens R., allemand, non musulman*". Pourquoi pas "Jens R, blanc, chrétien, d'extrême-droite, friqué et déséquilibré" ? Sans parler que, pour une fois, on a pudiquement caché le nom du tueur. [9 avril]

Murs de papiers

Soutien à mon ami Olivier Cousin, auteur de ce documentaire de grande valeur [Un Toit sur la tête](#), que j'ai présenté ici sur ce blog et qui avait si bien rendu compte des actions de réquisitions de bâtiments publics à Toulouse pour loger les sans-abri. On peut imaginer que ce film sur les sans-papiers, en lien avec la Cimade, sera à la hauteur des autres documentaires d'Olivier, et des armes utiles pour la lutte en faveur des droits humains.